

Recherches sociographiques



Clermont BÉGIN, Pierre BERGERON, Pierre-Gerlier FOREST et Vincent LEMIEUX (dirs), *Le système de santé québécois. Un modèle en transformation*

Gérard Bélanger

Volume 41, numéro 1, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057356ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057356ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bélanger, G. (2000). Compte rendu de [Clermont BÉGIN, Pierre BERGERON, Pierre-Gerlier FOREST et Vincent LEMIEUX (dirs), *Le système de santé québécois. Un modèle en transformation*]. *Recherches sociographiques*, 41(1), 172–174. <https://doi.org/10.7202/057356ar>

Le chapitre six nous conduit plus directement dans les profils de recrutement privilégiés des employeurs. On y voit entre autres le profil de formation de base recherché, le profil d'expériences tant sur la tâche que dans le milieu de travail ainsi que les types d'aptitudes recherchées faisant référence aux qualifications requises, mises en évidence dans le chapitre précédent. De cet examen, les auteurs concluent que les profils recherchés par les employeurs sont cohérents avec les transformations subies par les entreprises. Ils en déduisent aussi que les nouvelles exigences des emplois sont quelquefois paradoxales, allant soit dans le sens d'une plus grande qualification, soit dans celui d'une moins grande.

Le chapitre sept reprend les grandes conclusions de l'enquête et met en évidence l'existence de trois modèles de qualification ; le premier de type professionnel concerne les travailleurs qualifiés des secteurs des pâtes et papiers et de la pétrochimie, le second, de type taylorisé, s'applique aux travailleurs peu qualifiés des deux autres secteurs alors que le troisième qui se situe entre les deux modèles précédents a trait aux autres travailleurs.

Ainsi, la conclusion amène les auteurs à mettre en évidence une évolution des qualifications allant dans le sens d'une polarisation, c'est-à-dire d'un fossé qui s'élargit entre les travailleurs qualifiés et les moins qualifiés ou encore entre les secteurs à technologie avancée et les autres.

Pourquoi ne pas avoir prolongé le dernier chapitre en situant les résultats de l'étude dans le cadre du débat entre requalification, déqualification ou polarisation des emplois et ne pas avoir renvoyé aux études québécoises déjà nombreuses sur cette question ? Pourquoi une défense si timide de l'idée d'une polarisation des qualifications, d'autant plus qu'elle semblait être une des hypothèses de base des auteurs qui avaient soigneusement distingué les deux types de travailleurs dans l'enquête aussi bien que dans la présentation des résultats ? Le lecteur qui voudrait trouver ici un tel débat restera sur sa faim.

Il s'agit par contre d'un rapport de recherche très riche en données, un rapport bien écrit, facile à lire et qui ne pourra qu'intéresser tous ceux et celles qui se préoccupent des questions de travail et d'emploi.

Colette BERNIER

*Département de relations industrielles,
Université Laval.*

Clermont BÉGIN, Pierre BERGERON, Pierre-Gerlier FOREST et Vincent LEMIEUX (dirs),
Le système de santé québécois. Un modèle en transformation, Montréal, Les Presses
de l'Université de Montréal, 1999, 444 p.

Dès le début d'un cours sur l'économie de la santé, je mets les étudiants en garde contre les conclusions du professeur en me référant à l'expression anglaise :

« *If you're so smart, why aren't you rich?* ». En effet comment réconcilier le financement centralisé d'une majorité des dépenses de santé entraîné par la recherche du bien public et de la solidarité sociale avec un système ouvert favorable à l'expérimentation? Dans le socialisme de marché ou la centralisation décentralisée, n'y a-t-il pas une incompatibilité, analogue à vouloir faire japper un chat?

Cet ouvrage se présente comme un précis ou traité qui analyse douze aspects ou thèmes du système de santé. Les sujets sont variés et quelques-uns sortent des sentiers battus comme l'éthique sociale, l'adaptation des services au contexte pluriethnique et la gestion des établissements. Comme les textes sont dotés d'une bibliographie générale qui totalise quarante-six pages, ce livre devient un bon instrument de référence. En contrepartie, la lecture d'un couvert à l'autre en est ardue à cause de la variété des sujets, du caractère synthétique de la majorité des textes et de l'absence d'un fil conducteur. Deux lectures presque complètes m'ont épuisé et affectent tout probablement mon appréciation générale de cet ouvrage.

Ce livre est un produit universitaire. Sans cause à défendre, des universitaires parfois avec l'aide de professionnels du secteur public offrent des textes didactiques sur différentes facettes de l'important secteur de la santé. C'est une œuvre non directement subventionnée qui s'inscrit très bien dans le travail public d'un universitaire.

Le tiers des textes est de nature descriptive ou peu analytique. Ils concernent les normes fédérales définies par la Loi canadienne sur la santé, le financement des services de santé, la récente implantation de l'assurance-médicaments et enfin l'univers de la santé publique. Le lecteur y trouve une bonne source de documentation qui peut devenir rapidement incomplète en raison des modifications des programmes tels les récents changements concernant les transferts fédéraux aux provinces et aussi le financement de l'assurance-médicaments. Cette lacune est inévitable.

Les textes analytiques partagent généralement la caractéristique suivante : l'analyse se fait par le recours à des catégories, des typologies ou des classifications. C'est comme un livre de botanique qui classifie les plantes sans expliquer la photosynthèse. Ces chapitres concernent les mesures incitatives dans le paiement des ressources, la décentralisation, la gestion des établissements de santé et les approches à l'évaluation et au changement dans le secteur.

Le recours à des classifications facilite la rédaction d'articles-synthèses. Toutefois, probablement de par ma formation d'économiste, l'analyse par typologie, souvent complétée par des figures avec des flèches ou des crochets, me rebute. Cet encadrement descriptif est loin de l'explication des phénomènes sociaux et de leurs changements.

Mon cours d'économie de la santé souffre de deux lacunes : un manque de sagesse et un côté désincarné. La sagesse permet de se limiter aux quelques facteurs explicatifs vraiment pertinents à travers la multitude des variables possibles. Le deuxième point permet de dépasser les seules références anecdotiques au monde réel. Cet ouvrage souffre aussi de ces deux lacunes.

Le texte sur « Les mesures incitatives et le paiement des ressources » me sert d'exemple. Voici un sujet qui est présentement et à juste titre très à la mode chez les économistes. Ici malgré que le premier des cinq auteurs du texte, qui compte moins de vingt-cinq pages, soit un économiste d'expérience, il n'y a aucune référence à cette documentation. De plus, malgré qu'ils aient bénéficié par le passé d'une importante subvention de recherche pour approfondir ce sujet, les auteurs se limitent à des généralités comme l'absence « de relation simple de cause à effet entre les modalités de paiement et les décisions des médecins » ou la nécessité de « créer les conditions d'apprentissage requises pour changer les mentalités des acteurs » tout en faisant une erreur de logique quand ils écrivent : « maximiser la qualité des soins et la santé en mobilisant le moins de ressources possible » (p. 125). Une équipe nombreuse et un gros montant d'argent ne sont pas des conditions suffisantes pour réaliser une bonne recherche.

Des lacunes similaires se retrouvent dans les deux textes à multiples auteurs concernant l'évaluation. Ils auraient dû être fusionnés. Les textes s'intéressent davantage au contenant qu'au contenu.

La présentation du livre est soignée avec des textes introductifs pour les quatre parties et un résumé à la fin. Trois points mineurs méritent d'être notés. À la page 55, les milliards deviennent des millions. Dans le schéma de la page 200, un axe est mal identifié. De plus, plusieurs auteurs utilisent « démontrer » au lieu de « montrer » lorsqu'ils se réfèrent à des études empiriques.

En résumé, malgré des lacunes qui sont le reflet de notre milieu universitaire, cet ouvrage demeure un bon outil de référence. C'est une contribution valable qui alimentera plusieurs photocopies.

Gérard BÉLANGER

Département d'économique,
Université Laval.

Marie-Paule MALOUIN, *Le mouvement familial au Québec. Les débuts 1937-1965*, Montréal, Boréal, 1998, 159 p.

La formation dans la société civile d'associations qui se regroupent autour d'objectifs de défense et de valorisation des familles remonte, au Québec, aux années de la Grande Crise. Jusqu'à récemment cependant, seuls quelques ouvrages et thèses universitaires témoignaient de ces regroupements. L'ouvrage de Marie-Paule Malouin comble un vide en examinant la question dans son ensemble pour la période qui s'étend de 1937 à 1965, période elle-même divisée en trois phases.

De 1937 à 1945 naissent des associations vouées surtout à l'éducation des familles, la plupart, sous l'égide de l'Église catholique. En 1937, la revue des Franciscains, *La Tempérance*, fait place à *La Famille*, ce qui donnera lieu à la fondation